

Royaume du Maroc

المملكة المغربية



المندوبية السامية للتخطيط
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

***BUDGET ECONOMIQUE
PREVISIONNEL 2010***

Janvier 2010

SOMMAIRE

Avant-propos	1
Synthèse	2
1.L'environnement international	7
1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones	8
1.2. L'évolution des prix	11
2.L'économie nationale en 2009	13
2.1.La croissance économique	13
2.1.1.Les activités non agricoles.....	13
2.1.2.Le secteur primaire	16
2.2.La demande finale.....	16
3.Les perspectives de l'économie nationale en 2010	18
3.1.Les hypothèses sous-tendant les prévisions.....	18
3.2.La croissance économique	19
3.2.1.Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires	20
3.2.2.Le secteur primaire	22
3.3.Les composantes du Produit Intérieur Brut	23
3.3.1.La consommation finale nationale.....	23
3.3.2.L'investissement brut	23
3.3.3.Le commerce extérieur	27
3.4.Le financement de l'économie.....	28
3.4.1.Le revenu national brut disponible et l'épargne nationale	28
3.4.2.Les finances publiques	29
3.4.3.Les finances extérieures.....	30
3.4.4.La masse monétaire et ses contreparties.....	31
ANNEXES STATISTIQUES	33

Avant-propos

Le Haut Commissariat au Plan publie chaque année, au mois de janvier, le budget économique prévisionnel, qui présente une révision des perspectives retenues dans le budget économique exploratoire publié au mois de juin.

Dans ce cadre, le Budget Economique Prévisionnel 2010 présente une nouvelle estimation de la croissance de l'économie nationale en 2009 et les perspectives d'évolution des principaux agrégats macroéconomiques en 2010, notamment le Produit Intérieur Brut (PIB), l'équilibre ressources-emplois, l'investissement et la capacité nationale de son financement, ainsi que l'évolution des prix.

Ce document se réfère aux résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant l'année 2009. Il tient compte également des effets des différentes dispositions fiscales et budgétaires de la loi de finances 2010, adoptée par le Parlement.

Il prend en considération, par ailleurs, toutes les nouvelles données de la conjoncture internationale enregistrées en 2009 et de celles attendues en 2010, en matière de croissance économique, des prix et du commerce.

Il convient de noter, à ce propos, que les estimations de la croissance économique nationale pour 2009 seront actualisées par le Haut Commissariat au Plan au printemps 2010, lors de l'arrêté des comptes de la nation de 2009.

Quant aux perspectives économiques de 2010, elles, seront révisées au mois de juin, dans le cadre de l'élaboration du budget économique exploratoire pour l'année 2011.

Synthèse

L'économie nationale serait marquée en 2010 par la poursuite du dynamisme de la demande intérieure et par la reprise, à un rythme modéré, de la demande mondiale adressée au Maroc. Dans ce contexte, la croissance économique nationale attendrait 4,1% au lieu de 5% estimée pour 2009. Elle serait, toutefois, accompagnée par une légère hausse des déficits du budget de l'Etat et des finances extérieures.

L'environnement international

L'économie mondiale serait, selon les nouvelles perspectives des organismes internationaux¹, marquée par une certaine reprise en 2010. La croissance économique atteindrait 3,1%, après la régression de 1,1%, caractérisant la récession économique de 2009. Les pays développés afficheraient une croissance de 1,3%, après avoir enregistré un recul de 3,4% durant l'année précédente. Les économies de la zone Euro, principal partenaire commercial du Maroc, s'accroîtraient de 0,3%, après avoir été durement, affectées par la récession en 2009, avec une baisse de l'activité de 4,2%. Quant aux économies émergentes et en développement, elles connaîtraient, globalement, une reprise plus importante en 2010, suite aux effets des plans de relance engagés par les Etats pour faire face à la crise économique mondiale.

Néanmoins, cette reprise de l'économie mondiale serait lente et progressive et s'étalerait sur un horizon de moyen terme, suite à l'ampleur des déséquilibres macroéconomiques enregistrés par les pays avancés durant l'année 2009.

Dans ce contexte, le commerce international devrait emprunter une tendance haussière, avec un accroissement de 2,5% en 2010 au lieu d'une régression de 11,9% en 2009. Les prix des matières premières connaîtraient, de leur côté, un revirement de tendance. Le cours moyen du pétrole brut atteindrait 76,5\$/baril au lieu de 61,5\$ en 2009 et les prix des produits non énergétiques seraient en augmentation de 2,4%.

¹ Le Fonds Monétaire international, l'OCDE, la Commission Européenne et la Banque Mondiale

Quant au marché de change, il serait marqué par la poursuite de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain, dont la parité se situerait à 1,4 au lieu de 1,3 en 2009. Dans ces conditions, la demande mondiale adressée au Maroc, après son recul considérable de 10% en 2009, connaîtrait une reprise de 3% en 2010. De même, les recettes générées par la demande du tourisme international et les transferts des marocains résidant à l'étranger reprendraient leur tendance haussière des années d'avant la crise économique mondiale, avec une croissance d'environ 10%.

➤ *L'évolution de l'économie nationale*

1. Situation économique en 2009

L'économie nationale aurait progressé de 5% en 2009 après la croissance de 5,6% enregistrée en 2008. Ce rythme d'accroissement est le résultat des performances des activités agricoles, qui ont largement compensé le ralentissement des activités secondaires et tertiaires, en particulier les secteurs orientés vers l'exportation.

Le secteur primaire, bénéficiant d'une pluviométrie favorable durant la campagne agricole 2008/2009, a enregistré une production céréalière record de 102 millions de quintaux. Ainsi, en plus de la poursuite des performances des autres cultures agricoles, de l'élevage et de la pêche, le secteur primaire aurait dégagé une valeur ajoutée en hausse de 26,2% en 2009, contribuant, de ce fait, par 3,5 points à la croissance économique nationale de cette année.

Quant aux activités non-agricoles, elles auraient enregistré une croissance de 1,6% en 2009, au lieu de 3,9% en 2008 et 6,2% en 2007. Ce résultat est dû essentiellement au recul marqué des activités du secteur secondaire (notamment les mines et les industries de transformation), qui auraient accusé, pour la première fois, une baisse de 2,8% en 2009, au lieu d'une hausse de 5% en moyenne annuelle de la période 2005-2008. La régression aigüe de la demande mondiale adressée au Maroc de près de 10% en 2009, explique en grande partie cette contre performance des activités secondaires.

De manière générale, la demande intérieure, principal moteur de la croissance économique nationale, a continué de soutenir le rythme d'augmentation du PIB en 2009, en contribuant par 7 points de croissance au lieu de 10,9 points en 2008. Ainsi, la consommation finale nationale en volume s'est accrue de 5,8% durant cette année, en liaison avec l'augmentation de la consommation des ménages résidents de 5,2% et de la consommation des administrations publiques de 8%. La formation brute de capital fixe a bénéficié de la hausse de l'investissement public global en 2009, pour enregistrer une légère amélioration de 4% au lieu de 11,7% observée en 2008. Ce recul est attribuable à la baisse des investissements directs étrangers et du ralentissement de l'investissement privé national.

La dynamique de la demande intérieure ne s'est pas répercutée sur l'évolution des prix. L'inflation², exprimée par le prix implicite du PIB, aurait été modérée en 2009 et n'aurait pas dépassée 1%, au lieu de la hausse de 5,9% en 2008 et 3,9% en 2007. Le fléchissement des prix des principaux produits importés et la politique monétaire nationale ciblant l'inflation expliquent en partie cette maîtrise de la hausse des prix intérieurs durant cette année.

Au plan des échanges extérieurs en volume, les exportations des biens et services auraient fléchi de 14,7% en 2009 en volume, sous l'effet essentiellement du recul des exportations des marchandises. Toutefois, la baisse des exportations aurait été accompagnée par une baisse des importations d'environ 6,6%, notamment les importations du pétrole brut et du blé. En terme nominal, la balance des ressources (échanges des biens et services à prix courants), aurait dégagé un déficit de l'ordre de 11,8% du PIB en 2009 au lieu de 14,5% en 2008.

Sur le registre du compte-capital, le revenu national brut disponible aurait connu une hausse de 4,9% au lieu de près de 10,9% en 2008, en raison principalement du repli des revenus nets en provenance du reste du monde d'environ 8,8%, notamment les transferts des MRE.

² Exprimée par l'indice du coût de la vie, l'inflation aurait enregistré une légère hausse de 1,2% durant les 11 premiers de 2009, au lieu de 3,9% durant la même période de 2008.

Tenant compte de la progression de la consommation finale nationale de 8,3%, l'épargne nationale aurait atteint 28,1% du PIB contre 30,9% en 2008. L'investissement brut est estimé à 32,6% du PIB en 2009, en légère baisse par rapport à 36,3% une année auparavant. Le déficit du compte épargne-investissement aurait connu, en conséquence, un certain allègement, en passant de 5,4% du PIB en 2008 à 4,4% 2009.

2. Perspectives de l'économie nationale en 2010

En plus de l'évolution de la demande mondiale adressée au Maroc, des transferts des marocains résidant à l'étranger et de celle des prix internationaux, ci-dessus mentionnées, les prévisions économiques pour l'année 2010 se basent sur l'hypothèse d'une production céréalière d'environ 70 millions de quintaux durant la campagne agricole 2009/2010 et intègrent les évolutions issues de la loi de finances 2010, en matière de fiscalité, des investissements, des salaires et des subventions.

Dans ce cadre, l'économie nationale s'accroîtrait de 4,1% en 2010 sous l'effet principalement de la reprise des activités non agricoles, avec un rythme de 5,9%, au lieu de 1,6% en 2009. Le secteur secondaire connaîtrait une relance de 5,1% au lieu d'une baisse de 2,8% en 2009 et les activités du secteur tertiaire consolideraient leur dynamisme et enregistreraient une croissance de 6,3% au lieu de 4% en 2009.

Quant au secteur primaire, il dégagerait, sur la base de l'hypothèse retenue pour la production céréalière, une valeur ajoutée en baisse de 5,3%, étant donné les performances exceptionnelles de l'année 2009, dont les récoltes ont atteint 102 millions de quintaux.

La demande intérieure en volume continuerait de soutenir la croissance économique nationale, mais son rythme emprunte depuis l'année 2008, une tendance baissière. Elle s'accroîtrait de 4,9% au lieu de 6,2% en 2009 et 10% en 2008. Sa contribution à la croissance économique serait de 5,4 points contre 7 points en 2009. De même, la contribution négative du commerce extérieur (exportations nettes d'importations) à la croissance économique, continuerait d'afficher un allègement, en se situant à -1,3 point en 2010 au lieu de -2 points en 2009 et -5,3% en 2008. L'augmentation

limitée des importations en comparaison avec leur rythme des dernières années explique en partie cet allègement.

En ce qui concerne l'inflation, l'année 2010 serait caractérisée par une légère progression des prix intérieurs, induite par une tendance à la hausse de l'inflation importée. Celle-ci reste fortement liée aux fluctuations des prix des principaux produits importés, notamment le pétrole brut. Ainsi, l'inflation, appréhendée par le prix implicite du PIB, serait de 2,3% en 2010 au lieu d'environ 1% en 2009 et 5,9% en 2008.

Par ailleurs, le financement de l'économie serait marqué par la persistance du déficit du compte capital. En effet, malgré l'amélioration de l'épargne nationale qui s'élèverait à 29,3% du PIB au lieu de 28,1% en 2009, elle resterait inférieure au niveau de l'investissement brut. Celui-ci représenterait 34,5% du PIB en 2010. Le besoin de financement atteindrait environ 5,1% du PIB en 2010 au lieu des déficits de 4,4% en 2009 et 5,4% en 2008.

Parallèlement, les finances publiques, caractérisées par une politique budgétaire expansive et des allègements fiscaux en faveur des ménages et des entreprises durant l'année 2010, font ressortir un déficit global de l'ordre de 4% du PIB après celui de 2,7% du PIB enregistré en 2009.

De son côté, le marché monétaire aurait été marqué par un net ralentissement de la masse monétaire en 2009, progressant à un rythme de 8,8% à fin décembre 2009 au lieu de 14,5% en moyenne annuelle de la période 2005-2008.

Toutefois, l'année 2010 serait caractérisée par une légère accélération du rythme de croissance de la masse monétaire de près de 10,6%, en liaison avec la reprise économique nationale attendue. La consolidation du rythme d'évolution des crédits intérieurs monétaires, prévu à 15% en 2010 serait à l'origine de cet accroissement monétaire. Quant aux avoirs extérieurs nets, ils poursuivraient leur tendance baissière, observée depuis l'année 2008, selon les perspectives retenues pour les finances extérieures.

1. L'environnement international

Les perspectives économiques³ publiées en automne 2009 viennent confirmer la reprise progressive de l'économie mondiale à partir de 2010. L'intervention des Etats, à travers des plans de relance engagés par la majorité des pays⁴, en plus des mesures de coordination multilatérale prises dans le cadre du groupe des pays G20, ont parvenu à éviter une dépression de longue durée pour l'économie mondiale. Ainsi, la réaction rapide de la demande globale, associée à la normalisation graduelle de l'activité des marchés financiers, soutiendraient la reprise de la croissance économique et du commerce international. Ceci permettrait, désormais, une amélioration de la diffusion des richesses entre les principales régions économiques du monde, notamment, après la relance des économies émergentes et en développement.

Dans ce contexte, la croissance économique mondiale atteindrait 3,1% en 2010 au lieu d'une baisse de 1,1%, marquant la récession économique en 2009. Cependant, le coût élevé des plans de relance mis en œuvre par les économies développées, accentueraient leurs déséquilibres macroéconomiques internes, déjà affectés par la récession de l'activité en 2009. Le déficit budgétaire et la dette publique atteindraient en 2010 des seuils élevés dans les différentes régions économiques, respectivement de l'ordre de 13% et 94% du PIB aux Etats-Unis d'Amérique, de 6% et 84% dans la zone Euro et de 8,9% et 197,6% au Japon.

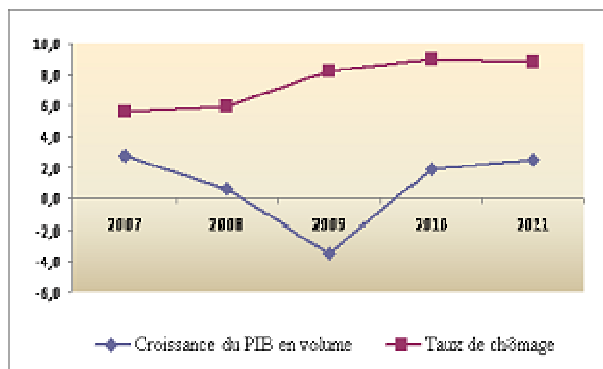
Cette situation préoccupante des finances publiques dans les pays avancés imposerait le retrait des incitations publiques en faveur de la relance, dès l'apparition des signes d'une croissance économique sous-tendue par le fonctionnement normal des mécanismes des marchés, et non pas seulement par l'interventionnisme étatique. Tous ces facteurs, conjugués à la baisse considérable de la production mondiale en 2009, qui ne serait récupérable qu'à moyen terme, montrent que la reprise de

³ Le Fonds Monétaire international, l'OCDE, la Commission Européenne et la Banque Mondiale

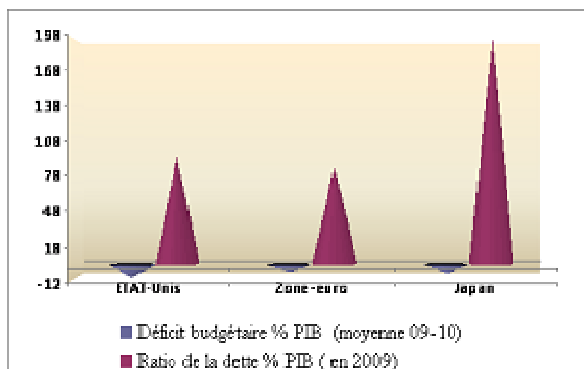
⁴ Pour plus d'information sur les plans de relance des pays avancés, voir le document du budget économique exploratoire, publié en juin 2009.

l'économie mondiale serait progressive et lente durant les prochaines années et que le chômage persisterait dans les pays avancés à des niveaux élevés.

Graphique n°1 : Croissance et chômage dans les pays de l'OCDE



Graphique 2 : Déficit budgétaire et ratios de la dette publique



1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones

Les économies émergentes et en développement d'Asie, notamment la Chine et l'Inde, enregistreraient globalement une croissance de 7,3% et contribueraient largement à la reprise de l'économie mondiale prévue en 2010. Les pays développés, quant à eux, devraient enregistrer une légère croissance de 1,3% après avoir accusé une baisse de 3,4% en 2009.

➤ Les Etats-Unis d'Amérique

L'économie américaine renouerait avec la croissance à un rythme de 1,5% en 2010, après un recul de 2,7% enregistré en 2009, année de récession économique la plus virulente depuis 60 ans. La demande intérieure serait tirée, exclusivement, par les incitations inscrites dans le 2ème plan de relance adopté en Février 2009, d'un montant de 787 milliards de dollars, soit 5% du PIB. Les incitations fiscales représentent près de 25% de ce montant et le reste couvre le volume de financement des projets d'infrastructure, les aides aux Etats et aux gouvernements locaux, et les indemnités chômage et autres programmes sociaux.

Un autre programme de soutien à la consommation et à la production, d'un montant de 3 milliards de dollars a été lancé durant le troisième trimestre 2009, pour soutenir l'industrie automobile aux Etats-Unis d'Amérique, à l'instar des autres pays avancés. Ceci aurait permis de réduire le niveau élevé des stocks enregistré au premier semestre de cette année et de relancer la production des industries automobiles.

Par ailleurs, l'amélioration de la situation des marchés financiers et la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante, caractérisée par un niveau bas des taux d'intérêt, soutiendraient la reprise de l'économie en 2010, quoiqu'à un rythme modéré ne permettant pas de réduire le chômage. Celui-ci atteindrait environ 10% de la population active en 2010 au lieu de 5,8% enregistré en 2008.

➤ *Le Japon*

L'économie japonaise reste l'une des économies les plus affectées par la crise économique mondiale, avec une croissance négative, de l'ordre de -5,4% en 2009 au lieu de -0,7% en 2008. La forte baisse de l'investissement d'environ 13%, associée à la régression des exportations de biens et services de 25,1% par rapport à 2008, explique en partie cette récession aigue. Cependant, les perspectives de l'économie nipponne pour l'année 2010 font ressortir une reprise de l'activité à un rythme de 1,7%, suite au rebondissement attendu des exportations favorisées par la relance de la demande provenant des pays émergents d'Asie, notamment, la Chine. Celle-ci reçoit 19,1% du total des exportations japonaises, largement supérieure à la part des États-Unis d'Amérique estimée à 15,8% et à celle de l'Union européenne à 11,4%.

La relance de la demande extérieure adressée aux produits japonais serait en hausse, malgré l'appréciation de la monnaie yen par rapport au dollar américain. La crise financière aux Etats-Unis d'Amérique a entraîné des rapatriements massifs des capitaux au pays par les investisseurs japonais, engendrant ainsi une forte appréciation du yen, dont la parité est passée de 106,7 yen par dollar en 2008 à 88,3 en 2009.

➤ *La zone Euro*

Les économies de la zone Euro sont, également, parmi les plus affectées par la récession de 2009. Le recul de la croissance économique de la zone est estimée à 4,2%, alors que certains pays membres, auraient enregistré une baisse de la croissance de plus de 5%, en l'occurrence l'Italie et l'Allemagne. Les conditions de financement restrictives ont entraîné un fléchissement de la demande finale intérieure de 2,5% en volume, en raison de la baisse de l'investissement de 10,5% et de la consommation des ménages de 1%. La demande extérieure adressée à la zone Euro aurait également accusé une baisse d'environ 1%, en liaison avec la détérioration du volume des exportations nettes en 2009.

Cependant, la hausse des dépenses publiques, arrêtées dans le cadre des plans de relance mis en œuvre par les Etats membres, devrait déboucher par une légère reprise de la croissance économique de la zone de l'ordre de 1% en 2010. Celle-ci proviendrait, exclusivement, de la contribution de la consommation publique et du commerce extérieur. Toutefois, le chômage persisterait dans la zone Euro et devrait représenter 10,7% de la population active en 2010.

Par ailleurs, la monnaie européenne (euro) a continué de s'apprécier par rapport au dollar américain. La parité euro/dollar aurait atteint 1,4 en 2009, et emprunterait une tendance haussière pour s'établir à environ 1,5 en 2010. L'assouplissement des conditions de financement aux Etats-Unis d'Amérique et l'ampleur de liquidités injectées dans l'économie américaine ont fait baisser le cours de change du billet vert.

➤ *Les économies émergentes et en développement*

La relance de l'économie mondiale en 2010 proviendrait, essentiellement, des économies émergentes et en développement d'Asie et de l'Amérique Latine, en particulier, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. L'adoption des plans de relance économique, conjuguée à la résilience des marchés financiers d'Asie, auraient un impact positif sur le rebondissement de la production, notamment après la reprise de la demande des pays avancés. La majorité des économies émergentes d'Asie ont

procédé à une réorientation de leurs modèles économiques, basés sur les exportations, vers une économie fondée sur la consommation des ménages et l'investissement en infrastructures.

Globalement, la croissance des économies émergentes et en développement serait de 5,1% en 2010 au lieu de 1,3% seulement pour les pays développés. Par région économique, l'Asie afficherait une croissance plus rapide de 7,3% contre 4% pour l'Afrique, 1,8% pour l'Europe de l'Est et l'Europe Centrale et 2,9% pour l'Amérique Latine.

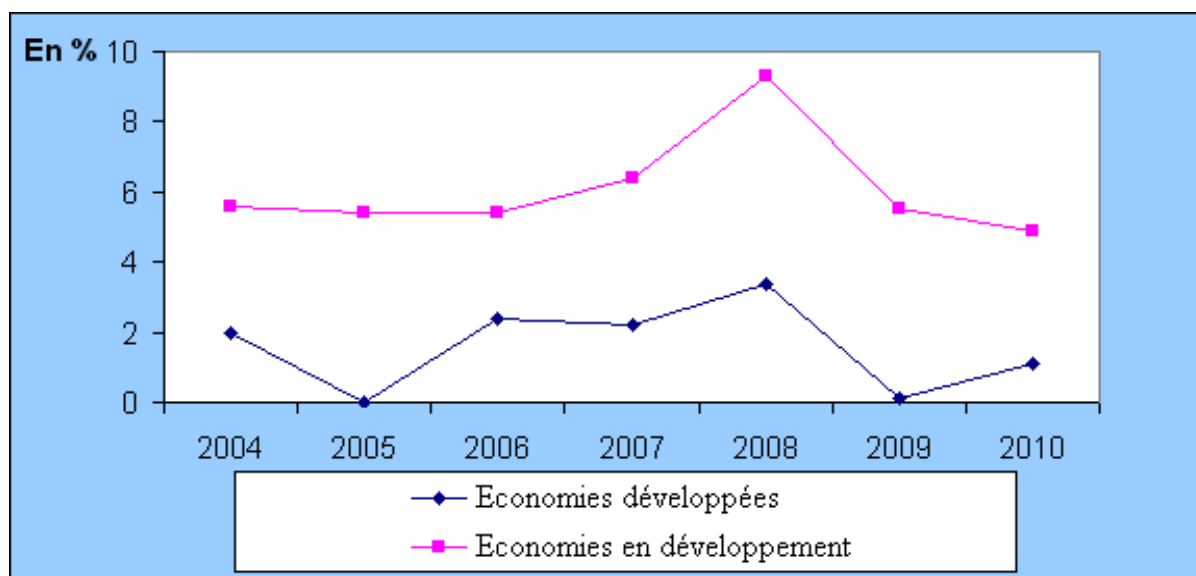
1.2. L'évolution des prix

Les pays développés ont traversé en 2009 une période de déflation, marquée par une stabilité des prix, au lieu d'une hausse de 3,4% enregistrée une année auparavant. Toutefois, la reprise de la demande finale prévue en 2010 engendrerait une légère hausse des prix de 1,1%, marquant ainsi la sortie de la déflation induite par la récession économique.

Dans les pays émergents et en développement, l'inflation a pris, en revanche, une tendance baissière, passant de 9,3% en 2008 à 5,5% en 2009 et serait de 4,9% en 2010. Ce rythme de progression des prix serait le plus bas enregistré par ces pays durant cette décennie, même s'il occulte des disparités entre les régions économiques. La hausse des prix dans les pays subsahariens importateurs du pétrole a atteint 12% en 2008, 13,2% en 2009 et serait de 6,5% en 2010. Dans les pays importateurs du pétrole de la région MENA (Moyen Orient et Afrique du Nord) et l'Asie Centrale, l'inflation serait de 7,2% en 2010 au lieu de 10,1% en 2009 et 15,9% en 2008.

Cette tendance à la baisse du rythme d'accroissement des prix serait enregistrée dans un contexte marqué par la hausse du cours moyen du pétrole brut en 2010, qui atteindrait 75 dollars/baril au lieu de 61 dollars en 2009, et des prix des produits non énergétiques d'environ 2,4%, après le recul de 20,3% en 2009.

Graphe 3 : Evolution de l'inflation dans les pays développés et en voie de développement



De manière générale, l'économie mondiale reprend progressivement le sentier de la croissance économique. Ceci serait réalisé sous l'effet des politiques budgétaires mises en œuvre pour relancer la consommation des ménages et les investissements en infrastructure.

L'économie marocaine évolue depuis quelques années dans la ligne de ce modèle de développement. La croissance économique a été tirée davantage par la demande intérieure, favorisée en cela par une certaine maîtrise de la hausse des prix intérieurs. Celle-ci constitue un objectif central de la politique monétaire adoptée. L'inflation, exprimée par l'indice implicite du PIB, n'a enregistré qu'une hausse de 5,9% en 2008, 1% en 2009 et serait d'environ 2,3% en 2010 contre 7,2% dans plusieurs pays de la région MENA.

Dans ce contexte, la reprise de la croissance économique internationale serait de nature à renforcer la demande étrangère adressée au Maroc et les transferts des marocains résidant à l'étranger.

2. L'économie nationale en 2009

2.1. La croissance économique

La croissance économique nationale aurait été de 5% en 2009 après avoir enregistré 5,6% en 2008. Ce niveau de croissance, demeurant important en comparaison avec les résultats enregistrés dans la plupart des économies internationales, est attribuable à la production exceptionnelle de la campagne agricole 2008-2009 qui a compensé les contre-performances des activités non agricoles. Les travaux de suivi des activités sectorielles⁵, menés par les services du Haut Commissariat au Plan au cours de l'année 2009, font ressortir un net ralentissement de la croissance de ces activités, de l'ordre 1,6% au lieu de 3,9% en 2008 et 6,2% en 2007.

La crise économique mondiale a eu un impact, plus accentué, sur la production des activités sectorielles orientée à l'exportation. L'intervention de l'Etat pour soutenir les branches d'activités exportatrices à travers les actions prises par le Comité de Veille Stratégique (voir encadré I), auraient atténué l'impact négatif sur la croissance économique nationale durant cette année.

2.1.1. Les activités non agricoles

➤ Le secteur secondaire

Le ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée non agricole s'explique notamment par le recul des activités du secteur secondaire dont la croissance aurait connu pour la première fois une baisse de 2,8%, au lieu d'une hausse de 5% en moyenne annuelle de la période 2005-2008.

Le fléchissement de la demande mondiale adressée au Maroc de 10% par rapport à 2008, s'est répercuté fortement sur les activités industrielles et minières. Ainsi, les industries de transformation auraient enregistré une croissance très modeste en 2009, sous l'effet du recul de la production des dérivées de phosphate, de la confection et des biens d'équipements de l'automobile.

⁵ Voir les notes de conjoncture publiées par l'Institut National de l'Analyse de la conjoncture (INAC) relevant du Haut Commissariat au Plan.

La valeur ajoutée du secteur minier, quant à elle, aurait accusé une forte baisse, en raison du repli de la production des phosphates bruts et de la régression de la demande étrangère sur les autres métaux exportés par le Maroc.

De son côté, l'activité du secteur de l'énergie s'est accrue à un rythme modéré, eu égard, au ralentissement de la demande industrielle, particulièrement, pour l'énergie électrique et le raffinage du pétrole.

En ce qui concerne le secteur du Bâtiment, il a connu une phase de ralentissement en 2009, en comparaison avec son sentier de performances des dernières années. La modération de la demande intérieure pour l'immobilier et le fléchissement des investissements directs étrangers dans ce secteur sont à l'origine de ce ralentissement.

Cependant, le dynamisme des travaux publics a pu atténuer cette situation, bénéficiant de la hausse considérable de l'investissement public global de l'ordre de 24,4% en 2009.

➤ *Le secteur tertiaire*

Le secteur tertiaire, bien qu'il soit en léger ralentissement par rapport aux résultats très satisfaisants des dernières années, a pu maintenir son rythme de croissance aux environ 4%, sous l'effet de la consolidation des activités des services marchands, autres que le tourisme.

Quant aux activités touristiques, en dépit de l'aggravation du recul du tourisme international, le nombre de touristes étrangers visitant le Maroc est en augmentation et les recettes voyages, en forte baisse observée au début de 2009, n'aurait enregistré qu'un léger recul d'environ 5% vers la fin de cette année.

ENCADRE 1

Les mesures d'intervention de l'Etat en 2009

Le Maroc a mis en œuvre, à l'instar de plusieurs pays, un ensemble de mesures de politique économique et sociale, qualifié du « Plan anti-crise » pour atténuer l'impact négatif de la récession de l'économie mondiale sur les activités sectorielles intérieure.

Dans ce cadre, un Comité de veille stratégique a été mis en place pour déterminer les actions appropriées pour soutenir les entreprises en difficultés et également pour suivre les effets de ces mesures sur la production et l'emploi des entreprises bénéficiaires.

Le Comité de veille stratégique a retenu des mesures d'ordre social, financier et commercial, afin de préserver les postes d'emploi et de renforcer la compétitivité des secteurs touchés par la crise. Les secteurs orientés à l'export, notamment, le tourisme et les industries de transformation sont les plus concernés par les mesures de soutien mises en place par le gouvernement. Au niveau du secteur touristique, un plan d'action (cap 2009) a été mis en œuvre afin de renforcer la promotion touristique et d'appuyer le tourisme intérieur. Ainsi, un montant de 100 millions de Dirhams a été injecté dans ce secteur au premier semestre 2009, suivi par une rallonge de 300 million de DH accordée durant le deuxième semestre de l'année. Par ailleurs, les Marocains Résidents à l'étranger ont bénéficié de la subvention étatique de 10% du coût de projet au Maroc, conditionnée par un apport en fonds propre en devises de l'ordre de 25% du capital total pour pouvoir accéder à un prêt bancaire plafonnée à 65% du total de l'investissement.

Les autres mesures de soutien ont un caractère social. En effet, la CNSS a débloqué 357,3 millions de DH pour rembourser 421 sociétés. Les entreprises du textiles-habillement et cuir représentent plus de 90% des bénéficiaires suivie par le secteur de l'automobile avec 8%. Aussi, la Caisse Centrale de Garantie a traité 115 dossiers dont 93% relatif au textile, ce qui correspond à 686 millions de DH. Sur le volet commercial, plusieurs demandes dans le secteur textile ont été traitées. Au niveau de la formation, 134 demandes ont été agréées dont 111 pour le textile et cuir et 20 pour les équipementiers automobiles

Globalement, ces mesures ont permis de réduire l'impact du recul de la demande mondiale adressée au Maroc en 2009. Le Comité de veille stratégique continuerait à suivre l'évolution des activités économiques en 2010, et devrait, également, s'orienter vers un meilleur ciblage des mesures et accorder un intérêt plus soutenu aux thématiques aussi bien sectorielles que transversales.

2.1.2. Le secteur primaire

La croissance économique soutenue de 2009 s'explique, principalement, par les performances du secteur primaire dont la valeur ajoutée s'est accrue de 26,2% durant cette année. Il est à rappeler, à cet égard, le niveau record de la production des cultures céréalières, de plus de 102 millions de quintaux durant la campagne agricole 2008-2009 et la bonne tenue des autres cultures agricoles et de l'élevage, bénéficiant de l'amélioration de l'état des terrains de parcours.

2.2. La demande finale

La demande finale intérieure a continué de soutenir l'activité économique nationale en 2009, en contribuant pour 7 points à la croissance au lieu de 10,9 points en 2008. L'investissement brut aurait augmenté de 6,4% en volume, sous l'effet de l'accroissement de l'investissement du secteur public de 24,4% en termes nominal, qui aurait compensé le recul des investissements directs étrangers et le ralentissement de l'investissement privé national en 2009.

La consommation finale nationale en volume, de son côté, se serait accrue de 5,8% durant cette année au lieu de 8,3% en 2008. Elle aurait bénéficié, à la fois, de l'augmentation de la consommation des ménages résidents de 5,2% et de la progression de la demande des administrations publiques de 8%, en liaison avec la hausse de 12,6% des dépenses publiques en biens et services arrêtées dans la loi de finances 2009.

Le dynamisme de la demande intérieure n'aurait pas exercé de pression sur les prix intérieurs. L'inflation, exprimée par le prix implicite du PIB, n'aurait pas dépassé 1% en 2009, au lieu de 5,9% en 2008 et 3,9% en 2007. Le fléchissement des prix des principaux produits importés est à l'origine de la maîtrise de l'inflation durant cette année.

Sur le plan des échanges extérieurs, la baisse des exportations de biens et services en 2009 s'est accompagnée par un net recul des importations⁶, se traduisant en conséquence par un allègement de la contribution négative du commerce extérieur à la croissance du PIB en 2009, qui s'est établie à -2 point contre -5,3 points en 2008. Le déficit en ressources (solde des échanges des biens et services) aurait atteint 11,8% du PIB au lieu de 14,5% en 2008.

En prenant en considération la balance des transferts, l'année 2009 aurait enregistré une atténuation du déficit courant des finances extérieures, qui aurait passé de 5,4% du PIB en 2008 à 4,4%.

⁶ La baisse des importations a engendré la réduction du déficit de la balance commerciale et par suite l'allègement de la contribution négative du commerce extérieur à la croissance du PIB en 2009.

3. Les perspectives de l'économie nationale en 2010

L'activité économique nationale en 2010, contrairement à l'année 2009, devrait bénéficier aussi bien du redressement de la demande mondiale adressée au Maroc que de la consolidation de la demande intérieure.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

Les hypothèses retenues pour l'année 2010 sont liées à l'évolution de la campagne agricole, des finances publiques et du secteur monétaire et aux facteurs extérieurs caractérisant l'environnement international.

- **La campagne agricole 2009-2010** : Un déficit pluviométrique a caractérisé le début de la campagne agricole 2009-2010, notamment pendant les mois d'octobre et de novembre. Les conditions climatiques n'ont devenu favorables à l'agriculture qu'à partir du mois de décembre. Ce retard se répercute automatiquement sur la répartition de la pluviométrie dans le temps et dans l'espace, et en conséquence sur les superficies emblavées. Dans ce contexte, il est supposé une production céréalière, selon un scénario moyen et provisoire, de 70 millions de quintaux. Ce niveau serait conforté par la consolidation de la production des autres cultures et du dynamisme de l'activité de l'élevage, suite au lancement des premiers projets du plan «Maroc vert» et de la pêche maritime sous l'effet du Plan Halieutis.

- **Les finances publiques** : Les dispositions fiscales et budgétaires, ainsi que les actions de politique économique, retenues dans la loi de finances 2010⁷, sont prises en considération dans l'élaboration de ces prévisions. Il s'agit en particulier, de la hausse de la masse salariale de 5,3%, de la progression de l'investissement public consolidé de 22,7%, de l'allégement fiscal en faveur des ménages et des entreprises, notamment la réduction des taux marginaux de l'impôt sur le revenu.

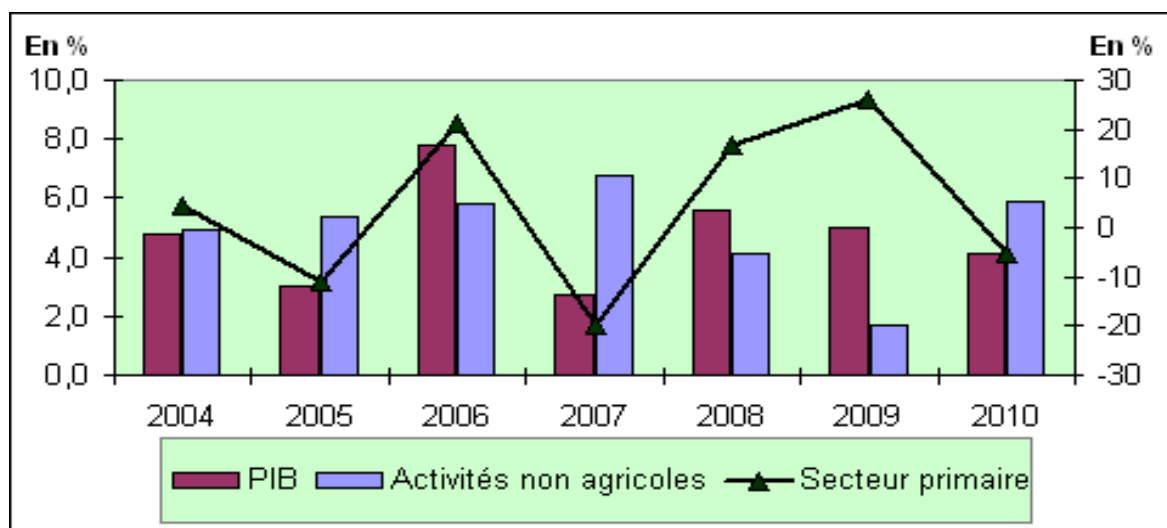
⁷ Y compris les mesures annoncées dans le cadre du dialogue social avec les partenaires sociaux

- **Le financement monétaire** : La poursuite en 2010 d'une politique monétaire prudente, conjuguée à l'intervention de l'Etat par le biais des charges de compensation, maintiendrait la hausse des prix à un niveau modéré. Ceci préserverait le pouvoir d'achat des ménages et renforcerait la compétitivité de l'économie nationale.
- **Les facteurs extérieurs** : Une légère hausse caractériserait les prix internationaux. Le cours moyen du pétrole passerait de 61,5 dollars/baril en 2009 à 76,5 dollars en 2010 et les cours internationaux des autres matières premières seraient en hausse de 2,4%, après une chute de 20,3%. La parité euro-dollar passerait, de son côté, de 1,3 en 2009 à 1,4 en 2010. Parallèlement, la demande mondiale adressée au Maroc serait en hausse de 3% et les recettes générées par la demande du tourisme international et les transferts des marocains résidant à l'étranger sont supposés revenir à leur niveau de 2007, se traduisant ainsi par une augmentation de près de 10% en 2010.

3.2. La croissance économique

L'économie nationale s'accroîtrait de 4,1% en 2010 sous l'effet principalement de la reprise des activités non agricoles, avec un rythme de 5,9%, et de la poursuite du dynamisme du secteur primaire et de la pêche maritime.

Graph 4 : Evolution de la croissance du PIB



3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

Les activités non agricoles connaîtraient une reprise de 5,9% en 2010 au lieu de 1,6% enregistrée une année auparavant. Cette reprise serait due essentiellement, au redressement de la demande mondiale adressée au Maroc, aux stratégies de développement sectoriel⁸ initiées par le gouvernement et enfin à la reconduction de certaines mesures engagées dans le cadre du Comité de veille stratégique pour atténuer les implications de la crise économique mondiale de 2009 sur les activités exportatrices.

Le secteur secondaire (industries, mines, énergie et bâtiment et travaux publics) dégagerait une valeur ajoutée en augmentation d'environ 5,1% en 2010 au lieu de -2,8% en 2009, de 3,6% en 2008 et de 6,6% en 2007. Autrement dit, ce secteur devrait retrouver son niveau de croissance antérieure à l'année 2009.

Dans ce cadre, l'activité industrielle serait soutenue par la mise en œuvre du contrat programme public-privé 2009-2015, relatif au pacte national de l'émergence industrielle qui vise à positionner le Maroc à long terme dans le domaine de l'industrie. Les principales mesures de ce contrat-programme s'articulent autour de trois piliers suivants:

- Le premier pilier, consacre 111 mesures précises et budgétisées, avec plan d'action des Métiers Mondiaux du Maroc ;
- Le second pilier concerne la compétitivité des entreprises, à travers la mise en place des outils d'accompagnement des PME ;
- Le dernier pilier concerne la mise en place de l'Agence Marocaine pour le Développement des Investissements.

Concernant le secteur de l'Énergie, il sera favorisé par la mise en œuvre du plan national d'actions prioritaires adopté par les pouvoirs publics. Il s'agit notamment de l'introduction de notion de l'efficacité énergétique pour maîtriser l'évolution de la demande, tout en renforçant l'offre par la mise en place de nouvelles infrastructures énergétiques et le développement des technologies alternatives.

⁸ Plusieurs projets ont été déjà soulignés dans le budget économique exploratoire 2010, publié en juin 2009.

Ces mesures sont accompagnées par la mise en œuvre du Fonds de développement énergétique qui contribuera au renforcement du potentiel de production énergétique, à l'encouragement de l'efficacité énergétique et au recours aux énergies renouvelables par les différents secteurs d'activités.

Le secteur minier, quant à lui, enregistrerait une légère reprise. En effet, le chiffre d'affaire de l'OCP devrait connaître une amélioration notable en 2010 suite à l'important programme d'investissement lancé par le groupe pour la modernisation des instruments de production et l'extension des sites d'extraction et de traitement, notamment à Khouribga et Youssoufia. La demande extérieure sur les phosphates emprunterait une tendance haussière, en liaison avec l'intérêt grandissant des investisseurs étrangers sur ce produit, ce qui serait de nature à impulser l'activité minière dans son ensemble.

De son côté, le secteur du bâtiment et travaux publics, renouerait avec les bonnes performances. Les pouvoirs publics mènent en ce sens des actions pour renforcer aussi bien l'offre que la demande. Il sera procédé, à la poursuite des chantiers lancés l'année dernière concernant le programme de logements à faible coût dont la Valeur est plafonnée à 140 000 Dh, et à la relance du logement social par une panoplie de mesures applicables dès janvier 2010. Ces mesures concernent principalement l'exonération de la TVA au profit de l'acquéreur, l'exonération de l'IS/IR des promoteurs, avec la mise en place d'une série d'obligations auxquelles acquéreurs et promoteurs doivent se plier.

Par ailleurs, **les activités des services** consolideraient leurs performances de la deuxième moitié de la décennie 2000 et réaliseraient une valeur ajoutée en accroissement de 6,3% en 2010 au lieu de 4% en 2009, de 4,1% en 2008 et 6,1% en 2007. La relance de l'activité au niveau international et la poursuite du dynamisme de la demande intérieure seraient autant de facteurs qui soutiendraient les activités des services.

Ainsi, l'activité touristique s'inscrit dans la continuité des grands chantiers structurants, notamment la poursuite de la mise en œuvre du plan Azur par l'entrée en service de la première tranche de la station de Saïdia qui est intervenue au cours

du mois de Juin 2009, celle de Mazagan El Jadida en octobre 2009 et celles de Lixus Larache et de Mogador Essaouira au cours de cette l'année. D'autres mesures initiées par le Comité de veille stratégique seront reconduites en 2010, en particulier la mise en œuvre d'une convention portant sur la rénovation et la modernisation des hôtels sous forme d'un programme de mise à niveau de 500 Millions de dirhams

Le secteur du transport fait, également, l'objet d'une stratégie de développement intitulé « Plan national de la logistique » qui vise, notamment, la modernisation des transports dans tous les aspects de flux : solide, liquide, des bennes, des conteneurs, des céréales etc. Dans ce cadre, un schéma directeur national pour la logistique a été élaboré dans l'objectif de définir l'emplacement d'un ensemble de plates formes dans plusieurs régions du pays. Ceci permettrait d'accompagner le développement du commerce intérieur et de renforcer la compétitivité du Maroc dans le domaine du commerce international.

3.2.2. Le secteur primaire

Pour la deuxième année consécutive, la campagne agricole s'annonce prometteuse, avec un niveau de pluviométrie supérieur à une année normale. Le cumul pluviométrique, enregistré jusqu'au début du mois de janvier, a dépassé de 74% celui d'une année normale et les barrages ont enregistré un taux de remplissage de 91% au lieu de 67% durant la même période en 2008. Sur la base de l'hypothèse retenue pour la campagne agricole de cette année, la valeur ajoutée du secteur primaire connaîtrait une baisse de 5,3% par rapport à 2009, une évolution affectée par le niveau record de 102 millions de quintaux de la production céréalière.

Les autres composantes du secteur agricole bénéficient actuellement du lancement des premiers projets de la stratégie « Plan Maroc Vert » qui a été déclinée en 16 programmes régionaux d'agriculture, prenant en considération la spécificité de chaque région. De son côté, le secteur de la pêche bénéficierait du plan Halieutis, qui s'étalerait sur 10 ans, et qui a pour objectif de renforcer la contribution du secteur à l'économie nationale en triplant la valeur ajoutée halieutique pour la faire passer de 8,3 milliards de DH en 2007 à 22 milliards de DH en 2020.

3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut

La croissance économique nationale continuerait en 2010 d'être tirée par la demande intérieure. Mais, elle devrait bénéficier également de l'augmentation de la demande mondiale adressée au Maroc. L'allègement de la contribution négative du commerce extérieur à la croissance économique serait poursuivi pour la deuxième année consécutive, en se situant à -1,3 point en 2010 au lieu de -2 points en 2009, en liaison avec la reprise des exportations et de la modération du rythme de croissance des importations.

3.3.1. La consommation finale nationale

La consommation finale des ménages résidents, en volume, serait en hausse de 5,2% en 2010, notamment sous l'effet de l'amélioration de leur revenu brut disponible. L'amélioration des créations nettes d'emploi avec le dynamisme du marché du travail et les valorisations salariales sous l'effet des baisses de la fiscalité renforceraient le pouvoir d'achat des ménages

La consommation finale des administrations publiques, quant à elle, n'augmenterait que de 2,4% au lieu de 8% en 2009 suite à la quasi-stagnation attendue des dépenses budgétaires de fonctionnement. Globalement, la consommation finale nationale serait en amélioration de 4,6% et contribuerait ainsi pour 3,6 points à la croissance économique au lieu de 4,5 points en 2009.

3.3.2. L'investissement brut

L'investissement brut devrait profiter de trois facteurs importants en 2010. Il s'agit de la consolidation de l'investissement public, notamment les investissements des entreprises publiques, des administrations et des collectivités locales ; de la reprise, prévue en 2010, des investissements directs étrangers après deux années de recul ; et de l'amélioration progressive de l'investissement privé national, en liaison avec la mise en œuvre des projets issus des stratégies du développement sectoriel.

De ce fait, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) devrait continuer sa tendance haussière, pour atteindre 8,3% en volume en 2010 au lieu de 4% en 2009. Compte tenu de la variation des stocks, le taux d'investissement brut connaîtrait une amélioration, en se situant à 34,5% du PIB au lieu de 32,6% en 2009. Sa contribution à la croissance économique serait de 1,8 point en 2010 au lieu de 2,5 points en 2009.

Il est à noter que la promotion des investissements constitue un axe prioritaire de la politique économique de l'Etat. C'est dans ce cadre que l'Agence Marocaine de Développement des Investissements (AMDI) a été mise en place en août 2009, et a adopté un plan d'action marqué par une démarche proactive d'attraction des investissements nationaux et étrangers. Ce plan s'articule autour de trois grands axes :

- La mise en œuvre d'une nouvelle approche ciblant différents secteurs à travers des opérations de promotion et de prospection des marchés aussi bien au Maroc qu'à l'extérieur, notamment par l'ouverture dès 2010 de quatre bureaux de représentation à l'étranger (France, Espagne, Italie, Royaume-Uni). L'AMDI a élaboré un plan de promotion et de commercialisation pour des secteurs industriels orientés à l'export.
- La contribution aux travaux de simplification et du traitement des dossiers soumis à la Commission d'Investissement, de refonte de la Charte de l'investissement, de stratégie de communication dédiée aux réformes liées à l'environnement des affaires....
- La mise en place d'une activité de veille concurrentielle et de veille stratégique, ainsi que des études analytiques sur les grandes tendances de l'investissement au Maroc.

Parallèlement, l'Etat continuera de réaliser les investissements de grandes envergures dans plusieurs secteurs (voir l'encadré II).

ENCADRE II

L'investissement public en 2010

La politique de l'Etat en matière d'investissement public continuerait d'entretenir la demande intérieure et de soutenir la croissance économique nationale. En effet, le secteur public devrait contribuer, considérablement, à l'effort d'investissement avec un montant global, s'élevant à 162,64 milliards de dirhams en 2010, en augmentation de 20,4 % par rapport à 2009.

La répartition de l'effort de l'investissement entre les différentes composantes du secteur public se présente comme suit : 45 milliards de dirhams pour le budget général, les comptes spéciaux du trésor (CST) et 0,48 milliards pour les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), 6 milliards de dirhams pour les collectivités locale et 111 milliards de dirhams pour les établissements et entreprises publics. Globalement, les investissements et les projets publics programmés en 2010 couvrent les secteurs d'activités suivants:

1-Secteur des routes et autoroutes :

- L'achèvement à l'horizon 2010 du schéma d'armature autoroutier, de l'ordre de 1 500 km. Ce réseau concerne la liaison, Tanger- Rabat - Casablanca – Settat – Marrakech – Agadir ; et la liaison Rabat – Fès – Oujda;
- L'achèvement des tronçons en cours de réalisation, à savoir : Tétouan –Fnideq, la desserte du complexe portuaire de Oued Rmel, Marrakech – Agadir sur 233 km et Fès Oujda sur 323 km ;
- Le lancement de nouveaux projets autoroutiers d'une longueur de 383,50 km, à savoir la troisième voie de l'autoroute Rabat – Casablanca, le contournement de Rabat et les tronçons Berrechid – Beni Mellal, Tit Mellil – Berrechid et El Jadida – Safi.

2-Secteur ferroviaire:

- Le lancement de la réalisation du schéma directeur des lignes à grande vitesse devant s'étendre à l'horizon 2035 sur 1 500 km.
- Les travaux sur la première ligne devant relier les villes de Tanger et de Casablanca seront entamés dès l'année 2010;
- La poursuite du programme de rénovation des gares ferroviaires ;

3-Secteur portuaire:

- La mise en place d'un Plan Directeur sur la période 2010-2030 devant permettre au pays de profiter du développement des échanges internationaux ;
- La poursuite de projet du complexe portuaire Tanger Med, avec le lancement du deuxième port devant augmenter la capacité du complexe de cinq millions de conteneurs à l'horizon 2012;
- La réalisation de la troisième tranche des infrastructures dédiées au trafic conteneurs au port de Casablanca qui seront mises en service en 2012;

4-Secteur des transports:

- Le renforcement des structures du trafic aérien avec l'élargissement des capacités d'accueil des aéroports nationaux afin de les porter à 30 millions de voyageurs à l'horizon 2010 ;
- La modernisation de leurs moyens techniques et de sécurité au niveau des systèmes de navigation, des radars et des moyens de surveillance ;
- La construction d'une troisième piste d'envol et du terminal et l'aménagement du terminal I de l'aéroport Mohammed V ;
- L'extension de l'aéroport de Marrakech Menara ;

5 - Secteur de l'Energie:

Ainsi, la nouvelle stratégie nationale en matière d'énergie repose sur les principales priorités suivantes :

- La sécurisation de l'approvisionnement à travers la diversification des sources d'énergie ;
- La généralisation de l'accès à l'énergie à travers l'ensemble du pays pour les différents usages et à toutes les catégories de la population notamment en milieu rural à des prix compétitifs ;
- La prise en compte des impératifs de la croissance durable à travers l'encouragement de l'utilisation des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ;

6- Secteur d'agriculture:

- Les investissements prévus pour les dix prochaines années s'organisent autour le développement d'une agriculture à haute valeur ajoutée et à haute productivité: Lancement de 700 à 900 projets et la mise à niveau solidaire du tissu de production au profit de 600 000 à 800 000 exploitants à travers 300 à 400 projets;
- L'entrée en service du premier agropole situé à Meknès (Technopole) est prévue pour 2010. Ce projet vise le développement de la céréaliculture, l'horticulture et la production de lait et de viande.
- L'achèvement d'aménagement d'un autre pôle à Berkane à fin 2010.
- Mobilisation d'une enveloppe de 800 MDH sur la période 2009-2012 pour la mise en œuvre de l'agriculture solidaire, afin de donner une impulsion à l'Agriculture solidaire touchant les petits agriculteurs ;

7- Le secteur de l'Habitat

- La mise à la disposition des chantiers de construction de produits de qualité à des prix préférentiels ;
- Un investissement total de l'ordre de 52 milliards de dirhams pour le soutien de l'habitat destiné plus spécialement aux populations démunies et aux classes moyennes.
- Le nombre des unités à construire par Al Omrane devrait atteindre 56 000 unités à fin 2009 auxquels devraient s'ajouter 74 000 unités entre 2010 et 2012.
- Le lancement de la réalisation de nouveaux pôles de développement urbain : pôle d'Al Aroui près de Nador et la nouvelle ville de Chrafat aux environs de Tanger. L'objectif : est d'atténuer la pression sur les grandes villes et de diversifier l'offre de logements ;
- La poursuite des opérations déjà engagées : villes de Tamensourt, de Tamesna, de Tagadirt, de Badis.

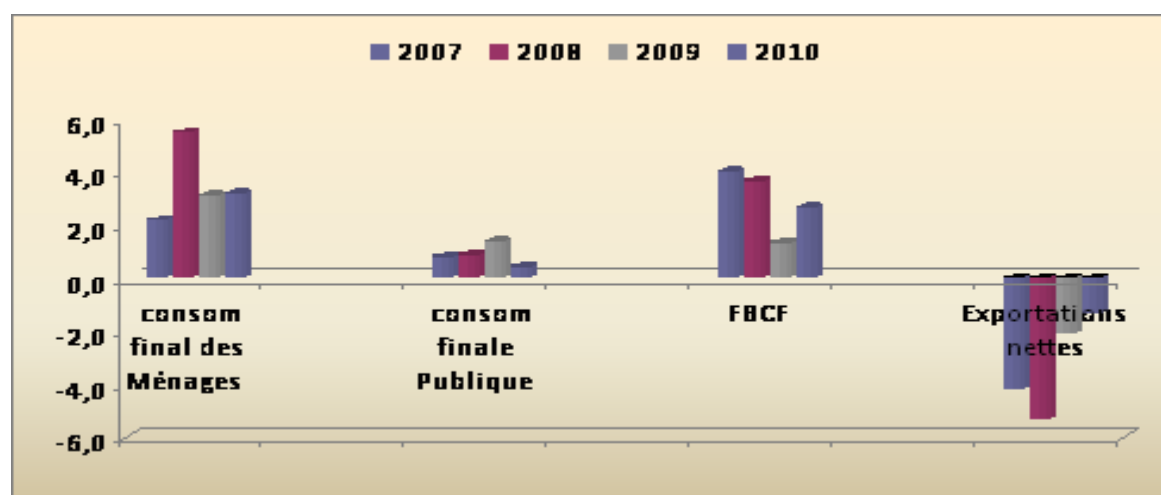
3.3.3. Le commerce extérieur

Les échanges extérieurs du Maroc profiteraient de la reprise du commerce mondial de 2,5% en 2010 au lieu d'une baisse aigue de 11,9% enregistrée en 2009. Ainsi, sous l'effet également des mesures incitatives entreprises dans ce cadre, les exportations de biens et services enregistreraient une hausse de 3,6% en volume, après leur baisse de 14,7% en 2009. Parallèlement, le volume des importations augmenterait de 5,9% contre une baisse de 6,6% en 2009.

Compte tenu de ces évolutions et de la tendance des prix à l'importation et à l'exportation, le déficit en ressources qui exprime le solde des échanges de biens et services, devrait s'accroître en s'établissant à 12,7% du PIB en 2010, au lieu de 11,8% du PIB en 2009. La contribution du commerce extérieur (exportations nettes) à la croissance économique de 2010 resterait négative, mais elle connaîtrait un allègement pour se situer à -1,3 point, au lieu de -2 point en 2009.

Pour remédier à cette situation de dégradation des indicateurs du commerce extérieur, le gouvernement a lancé, récemment, un plan pour le développement et la promotion des exportations marocaines intitulé : «Maroc export plus » qui vise le développement des exportations des secteurs suivants: l'automobile, l'agroalimentaire et les produits de la mer, l'électronique et électrique, le textile et cuir, l'offshoring et les technologies d'information et de communication.

Graphe 5: Evolution de la contribution des composantes de la demande finale



Source : HCP

3.4. Le financement de l'économie

3.4.1. Le revenu national brut disponible et l'épargne nationale

Le revenu national brut disponible, enregistrerait une hausse de 6,7% en 2010 au lieu de 4,9% en 2009. Cette amélioration s'explique par l'accroissement du PIB nominal de 6,5% et des revenus nets en provenance du reste du monde de 9,7%. Il convient de noter que ces revenus nets ont régressé de 8,8% en 2009, sous l'effet de la baisse transferts des MRE induite par l'accentuation du chômage dans la plupart des pays à forte communauté marocaine.

Parallèlement, la consommation finale nationale connaîtrait un ralentissement de son rythme de progression, en reculant de 8,3% en valeur en 2009 à 5,1% en 2010. Tenant compte de l'évolution plus rapide du PIB nominal, l'épargne intérieure serait en hausse de 11,5% en 2010 au lieu d'une légère régression de 1,6% en 2009 et représenterait 22,1% du PIB au lieu de 21,1% en 2009.

L'épargne nationale, qui prend en considération, outre l'épargne intérieure, les revenus nets en provenance du reste du monde représentant 7,2% du PIB au lieu de 7% en 2009, devrait atteindre 29,3% du PIB en 2010 au lieu de 28,1% du PIB en 2009. Toutefois, ce niveau d'épargne nationale serait insuffisant pour soutenir les efforts d'investissement, dont le taux brut atteindrait l'équivalent de 34,5% du PIB au lieu de 32,6% du PIB en 2009.

Le compte Epargne-Investissement dégagerait, en conséquence, pour la quatrième année consécutive un déficit de financement en accentuation, qui passerait de -4,4% du PIB en 2009 à -5,1% du PIB en 2010, au lieu des excédents réalisés durant la période 1998-2006.

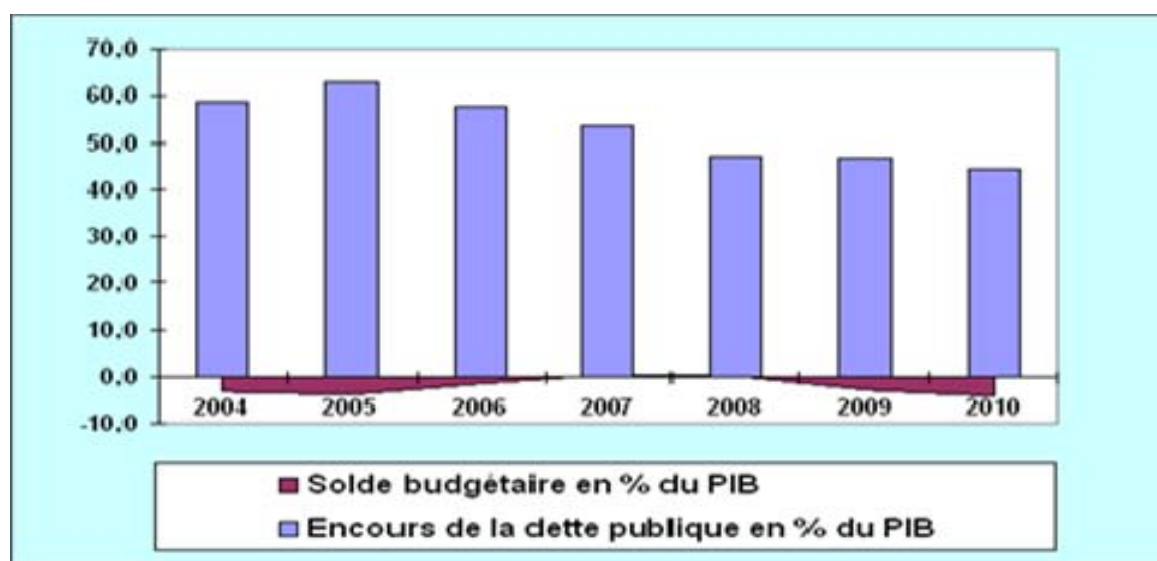
3.4.2. Les finances publiques

Les perspectives des finances publiques en 2010 s'inscrivent dans la continuité de la politique budgétaire volontariste de l'Etat, à travers la politique fiscale favorable à la consommation et l'investissement privés, la maîtrise des dépenses de fonctionnement, la consolidation de l'investissement public et le maintien de la compensation. Cette politique expansive vise le soutien du rythme de la croissance économique par la demande intérieure et le renforcement du développement social.

Dans ce contexte, le solde budgétaire, déficitaire de 1,5% du PIB en 2006, a pu dégager des excédents consécutifs en 2007 et 2008, respectivement de 0,7% et 0,3% du PIB. Cependant, l'année 2009 a de nouveau enregistré un déficit de l'ordre de 2,7% du PIB. Les recettes courantes, boostées par les augmentations substantielles des années 2007-2008, ont retrouvé leur sentier d'évolution normal et ont représenté 21,4% du PIB en 2009 au lieu de 24,9% en 2008. A cet effet, le solde ordinaire aurait perdu, par rapport à son niveau de 2008, 1,7 point en pourcentage du PIB.

Pour l'année 2010, les évolutions des recettes et des dépenses, projetées dans la loi des finances, font ressortir une accentuation du déficit budgétaire qui atteindrait 4% du PIB.

Graph 6 : Evolution du solde budgétaire et de ratios de la dette publique



Source : HCP sur la base des données du Ministère des Finances

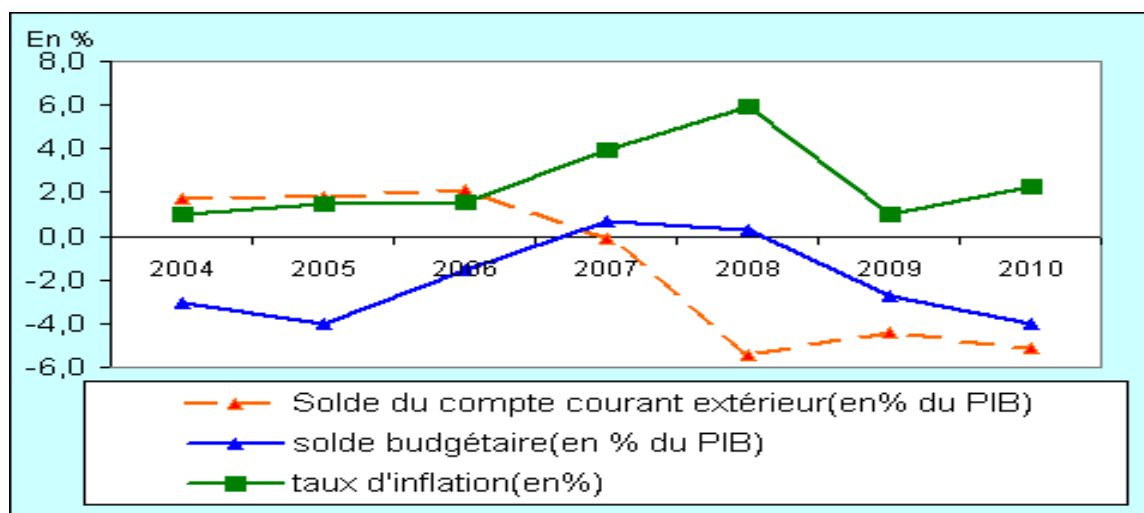
3.4.3. Les finances extérieures

Les échanges extérieurs seraient marqués, pour la troisième année consécutive, par l'accentuation du déficit du solde des opérations courantes de la balance des paiements, passant de -4,4% du PIB en 2009 à -5,1% du PIB en 2010. Le déficit en ressources (solde des échanges extérieurs de biens et services) aurait connu un allègement par rapport à 2008, en représentant -11,8% du PIB en 2009. Il serait, toutefois, accentué en 2010 pour atteindre -12,7%, suite à l'augmentation plus élevée des importations de biens et services que celle des exportations.

Les exportations des biens et services (y compris les recettes des voyages) connaîtraient en 2010 une légère augmentation de l'ordre de 6,7%, sous l'effet de la hausse de la demande mondiale adressée au Maroc de 3%, après son fléchissement d'environ 11% en 2009, et de l'augmentation attendue des recettes générées par la demande du tourisme international de près de 10%. Parallèlement, les importations s'accroîtraient de 9%, suite à la hausse des prix internationaux et de l'effet multiplicateur de la demande intérieure.

Au niveau des transferts, l'année 2010 serait marquée par une reprise des transferts des MRE de l'ordre de 10%, en raison de l'amélioration prévisible de leurs situations dans les pays d'accueil. Cependant, cet accroissement serait insuffisant pour atténuer l'ampleur du déficit commercial.

Graph 7 : Evolution de certains indicateurs macroéconomiques



Source : HCP sur la base des données du Ministère des Finances

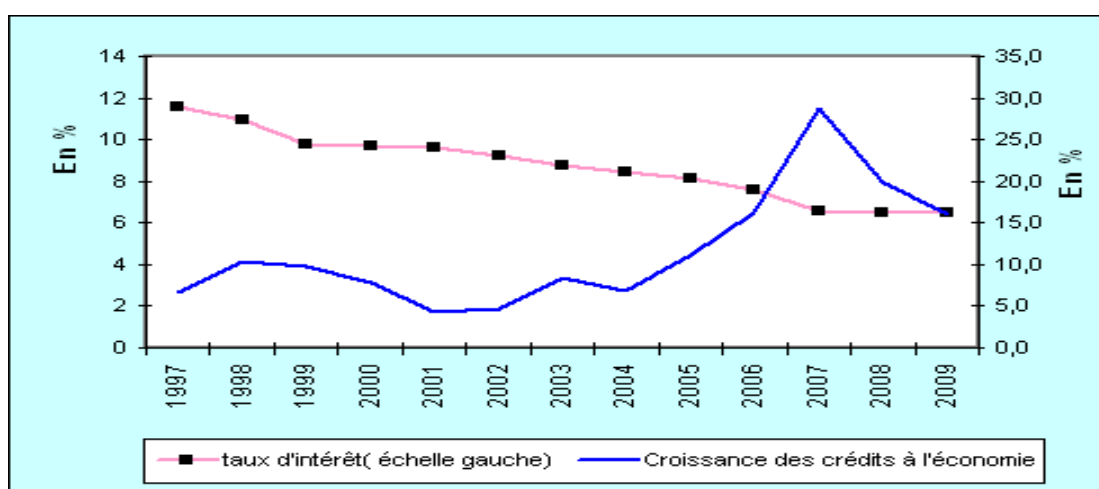
3.4.4. La masse monétaire et ses contreparties

Le marché monétaire aurait été marqué en 2009 par un net ralentissement de la masse monétaire, progressant à un rythme de 8,8% au lieu de 14,5% en moyenne annuelle de la période 2005-2008. Ceci reste essentiellement attribuable à la stagnation des créances sur le trésor et à la baisse des avoirs extérieurs nets de 6,8%.

Toutefois, les pressions inflationnistes émanant de l'évolution actuelle des conditions monétaires demeureraient modérées au cours de l'année 2010. Le rythme de création de la masse monétaire se situerait à près de 10,6%, en liaison avec la reprise économique nationale attendue. La consolidation du rythme d'évolution des crédits intérieurs monétaires, prévu à 15% en 2010 au lieu de 14,6% en 2009 serait à l'origine de cet accroissement monétaire.

Quant aux avoirs extérieurs nets, et malgré la hausse prévue des recettes touristiques et des transferts des MRE, ils poursuivraient, en 2010, leur tendance baissière, observée depuis 2008. Elles pourraient baisser de 9% en 2010. De ce fait, la part des avoirs extérieurs nets dans la masse monétaire passerait de 25,4% en 2009 à 20,9% en 2010. Elles couvriraient ainsi 6,6 mois d'importations des biens et services non facteurs en 2010 au lieu de 8 mois en 2009.

Graphe 8 : Evolution des taux d'intérêt (TMP) et croissance des crédits à l'économie



Source : HCP sur base des données de Bank Al-Maghrib

En guise de conclusion, il convient de noter qu'un nouveau contexte marquant la période d'après crise économique mondiale, est en train de s'installer au niveau international. Il présente des opportunités et pose des défis à relever. La croissance économique mondiale serait lente et progressive dans un horizon de moyen terme, mais elle serait bénéfique à l'économie nationale à travers l'orientation à la hausse de la demande mondiale adressée au pays.

Le Maroc doit être, à cet effet, en mesure de satisfaire la demande supplémentaire, aussi bien sur le marché domestique que sur le marché extérieur, et de relever le défi de la concurrence étrangère. Ceci passerait par l'amélioration de la compétitivité des produits marocains, à travers la mise en œuvre des stratégies de développement sectoriel soutenant l'initiative privée, et par là même, rentabilisant les infrastructures économiques d'envergure déjà installées.

ANNEXES STATISTIQUES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2007	2008	2009*	2010**
-Monde.....	5,2	3,0	-1,1	3,1
-Economies avancées.....	2,7	0,6	-3,4	1,3
-USA.....	2,1	0,4	-2,7	1,5
-Zone Euro.....	2,7	0,7	-4,2	0,3
-Japon.....	2,3	-0,7	-5,4	1,7
- Pays en développement.....	8,3	6,0	1,7	5,1
- Asie	10,6	7,6	6,2	7,3
dont la Chine.....	13,0	9,0	8,5	9,0
- Afrique.....	6,3	5,2	1,7	4,0
- Amérique latine.....	5,7	4,2	-2,5	2,9

Source : Perspectives économiques du FMI, octobre 2009

NB : (*) Estimation, (**) Prévisions

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2007	2008	2009*	2010**
Prix à la consommation :				
- Economies avancées.....	2,2	3,4	0,1	1,1
- Pays en développement.....	6,4	9,3	5,5	4,9
Commerce mondial en volume.....	7,3	3,0	-11,9	2,5
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)				
- selon le FMI.....	71,0	97,0	61,5	76,5
Parité Euro/dollar.....	1,4	1,5	1,3	1,4

Source : Les perspectives mondiales du FMI, octobre 2009, (*) : Estimations et (**) : Prévisions

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

(En volume, prix de l'année précédente)

(Variation en %)

	2007	2008	2009*	2010**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	-20,0	16,6	26,2	-5,3
• Valeur ajoutée non agricole.....	6,2	3,9	1,6	5,9
➤ Secteur Secondaire.....	6,6	3,6	-2,8	5,1
➤ Secteur tertiaire.....	6,1	4,1	4,0	6,3
• Total des valeurs ajoutées.....	1,8	5,7	5,2	3,9
• Droits et taxes nets des subventions.	10,6	5,0	2,7	5,9
PIB en volume	2,7	5,6	5,0	4,1
Variation du prix implicite du PIB	3,9	5,9	1,0	2,3
PIB en valeur (Millions de Dhs courants)	616254	688843	730453	777836
Variation en (%)	6,7	11,8	6,0	6,5

(*) : Estimations (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.

STRUCTURE DU PIB REEL

(en %)

Secteurs	2007	2008	2009*	2010**
Primaire	11,8	13,4	15,8	14,4
Secondaire	25,3	23,7	25,3	25,1
Tertiaire	62,9	62,8	58,9	60,4
Total	100	100	100	100

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.

EQUILIBRE DU PIB

Aux prix courants

RUBRIQUES	2007	2008	2009*	2010**
PIB.....	616254	688843	730453	777836
	6,7%	11,8%	6,0%	6,5%
Consommation finale, dont :	472242	531928	576023	605604
	7,6%	12,6%	8,3%	5,1%
-Ménages résidents.....	360008	413592	445025	471593
	8,4%	14,9%	7,6%	6,0%
-Administrations publiques.	112234	118336	130998	134011
	4,8%	5,4%	10,7%	2,3%
FBCF.....	192573	227902	233600	257660
	18,5%	18,3%	2,5%	10,3%
Variation des stocks.....	7614	22328	4282	10439
Exportations de biens et services.....	220302	252804	206828	220633
	11,6%	14,8%	-18,2%	6,7%
Importations de biens et services.....	276477	346119	290280	316500
	20,7%	25,2%	-16,1%	9,0%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants. -Variations en %.

- (*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.

EQUILIBRE DU PIB

(Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2007	2008	2009*	2010**
PIB.....	2,7	5,6	5,0	4,1
Consommation finale, dont:	3,9	8,3	5,8	4,6
-Ménages résidents.....	3,8	9,4	5,2	5,2
-Administrations publiques...	4,3	4,8	8,0	2,4
FBCF.....	14,3	11,7	4,0	8,3
Exportations de biens et services.....	5,2	-1,1	-14,7	3,6
Importations de biens et services.....	15,0	10,9	-6,6	5,9

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE

(En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2007	2008	2009*	2010**
PIB.....	2,7	5,6	5,0	6,0
Consommation Finale, dont :	3,0	6,4	4,5	3,6
-Ménages Résidents.....	2,2	5,5	3,1	3,2
-Administrations Publiques...	0,8	0,9	1,4	0,4
FBCF.....	4,0	3,7	1,3	2,7
Variation des stocks.....	-0,1	0,8	1,2	-0,8
Commerce extérieur de biens et services.....	-4,2	-5,3	-2,0	-1,3

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

RUBRIQUES	2007	2008	2009*	2010**
PIB.....	616254	688843	730453	777836
Revenu National Brut Disponible	671621	744786	781449	833767
Variation en %.....	7,5	10,9	4,9	6,7
Consommation finale nationale...	472242	531928	576023	605604
Epargne intérieure (valeur)	144012	156915	154430	172233
En % du PIB.....	23,4	22,8	21,1	22,1
Epargne nationale (valeur)	199379	212858	205427	228163
En% du RNBD.....	29,7	28,6	26,3	27,4

(En millions de dirhams courants)

(*): Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT

(En % du PIB)

Rubriques	2007	2008	2009*	2010**
Investissement brut.....	32,5	36,3	32,6	34,5
Revenus nets en provenance du reste du monde.....	9,0	8,1	7,0	7,2
Epargne nationale.....	32,4	30,9	28,1	29,3
Solde de financement.....	-0,1	-5,4	-4,4	-5,1

(*): Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.

LES FINANCES EXTERIEURES
(En % du PIB)

RUBRIQUES	2007	2008	2009*	2010**
Déficit en ressources.....	-9,8	-14,5	-11,8	-12,7
Solde courant de la balance de paiements.....	-0,1	-5,4	-4,4	-5,1

(*) : Estimation et (**) : Prévion établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.

LES FINANCES PUBLIQUES

(Non compris part des collectivités locales dans TVA)

(En % du PIB)

Rubriques	2007	2008	2009*	2010**
Recettes ordinaires	23,7	24,9	21,4	20,1
-Recettes fiscales.....	21,9	24,3	20,4	19,1
Dépenses ordinaires.....	21,7	22,6	20,5	20,1
- Personnel.....	10,7	10,2	10,5	10,4
-Autres biens et services.....	5,3	5,3	5,9	5,6
- Intérêts de la dette.....	3,1	2,6	2,5	2,4
- Compensation.....	2,7	4,6	1,6	1,8
Solde courant.....	3,7	4,2	2,5	1,6
Dépenses d'équipement.....	4,6	5,5	5,9	5,9
Solde global (-)	0,7	0,3	-2,7	-4,0

(*) : Estimations et (**) : Calcul fait par le Haut Commissariat au Plan sur la base de la LF 2010.

CROISSANCE DE LA MASSE MONETAIRE ET DE SES CONTREPARTIES

(en %)

Rubriques	2007	2008	2009*	2010**
Avoirs extérieurs nets	9,3	0,3	-6,8	-9,0
Crédit Intérieur Monétaire	23,3	13,6	14,6	15,0
Masse monétaire	16,0	9,6	8,8	10,6

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

(En %)

Rubriques	2007	2008	2009*	2010**
Avoirs extérieurs nets	32,4	29,6	25,4	20,9
Crédit Intérieur Monétaire (y compris solde divers)	67,6	70,4	74,6	79,1
Masse monétaire	100	100	100	100

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2010.